

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89
N° 22.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAIANA 31
NO ATOPA 1940.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

Pages

1940 11 oct.	Arrêté n° 847 a.p.e., fixant la composition de la commission chargée de statuer sur l'état des prostituées.	447
16 oct.	Décision n° 855 a.g.f., suspendant de ses fonctions avec privation de solde le préposé de 2 ^e classe, Far- dègue	448
17 oct.	Décision n° 858 t.p., rechargeant les agents assermentés des Travaux publics, de faire subir aux candidats l'examen réglementaire en vue de l'obtention du per- mis de conduire les véhicules automobiles	448
18 oct.	Arrêté n° 861 c., portant désignation du président de la commission de répression de la hausse des prix	448
23 oct.	Arrêté n° 870 c., portant désignation dans la magis- trature	448
24 oct.	Décision n° 881 c., fixant la composition d'une com- mission chargée d'étudier les questions économiques relatives aux exportations de coprah entreposé dans le port de Papeete et non exporté à ce jour	449
25 oct.	Arrêté n° 883 j., accordant dispense de la production authentique de ses père et mère, aux fins de mariage, à M. Bourdon (Gilbert), marin d'Etat	449
25 oct.	Décision n° 884 c., nommant une commission à l'effet de procéder à l'examen des textes réglementaires concernant les allocations militaires	449
26 oct.	Arrêté n° 889 a.g.f., rapportant celui n° 267 a.g.f., du 12 mars 1938, admettant d'office M. Lantierès (Jean), instituteur hors classe du cadre local à faire valoir ses droits à pension	450
26 oct.	Décision n° 890 c., révoquant l'agent de police de 2 ^e classe, Coum Chin (Félix)	450
28 oct.	Décision n° 891 a.g.f., ouvrant une souscription des- tinée aux besoins de la défense de la France Libre. Extraits	450

ACTE MUNICIPAL

(Commune de Papeete).

1940 9 oct.	Arrêté municipal n° 33, portant une nouvelle espèce de poisson dans la catégorie « dangereux pour la consommation » et en interdisant la vente	451
-------------	--	-----

Extrait d'acte de cession amiable

451

AVIS OFFICIELS

Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> . — M. P. Mauri Ebb, (He de Tahaa, iles Sous-le-Vent)	451
Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> — M. Pierre Heymann (Punaauia, Tahiti)	451
Service d'administration générale et des finances. — Avis aux créan- ciers de la Colonie	451

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUE

Service de Santé. — Statistique sanitaire (nomenclature internati- onale). — 3 ^e trimestre 1940, (Commune de Papeete)	452
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 847 a.p.e., fixant la composition de la commission chargée de statuer sur
l'état des prostituées.

(Du 11 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océa-
nie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le
gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 1923 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1927 modifiant la réglementation de la
prostitution dans la colonie ;

Vu l'arrêté du 17 janvier 1935 ;

Vu l'arrêté n° 572 c., portant création d'un service des affaires
politiques et économiques,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La composition de la commission désignée à l'ar-
ticle 2 de l'arrêté du 27 juillet 1927, chargée de statuer sur l'état
des prostituées est composée comme suit :

ARCHIVES
P.F.

II. C.

MM. le chef du service des affaires politiques et économiques, *président* ;
 le chef du service d'hygiène et de prophylaxie publique, *membre* ;
 le chef du service de la sûreté, —
 Poroi, Alfred, conseiller municipal, —

Art. 2. — L'arrêté n° 38 a.g.f., du 17 janvier 1935 est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 octobre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 855 a.g.f., suspendant de ses fonctions avec privation de solde le préposé de 2^{me} classe Fardègue (Jean).

(Du 16 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 4830, du 3 août 1938, mettant M. Fardègue, Jean, préposé du cadre métropolitain des douanes à la disposition du département pour servir dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrivée dans la colonie de l'intéressé le 22 octobre 1938 ;

Vu les articles 113, § IV, 114 et 115 du décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les actes subséquents qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939, fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, notamment les articles 13, 14 et 15, étendu aux colonies par décret du 12 septembre 1939 ;

Vu le rapport du chef du service des douanes en date du 10 octobre 1940 ;

Vu le dossier de M. Fardègue, duquel il ressort que ce préposé des douanes du C.M. est loin d'en être à ses premières grossièretés et insolences ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Fardègue (Jean) préposé de 2^{me} classe du cadre métropolitain des douanes est suspendu de ses fonctions avec privation de solde pour compter du lendemain du jour de la notification à l'intéressé de la présente décision.

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances et le chef du service des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 octobre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 858 t.p., chargeant les agents assermentés des travaux publics, de faire subir aux candidats l'examen réglementaire en vue de l'obtention du permis de conduire les véhicules automobiles.

(Du 17 octobre 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'arrêté n° 416 s.g. du 9 juin 1933 portant réglementation sur la circulation routière ;

Vu le décret du 11 juillet 1936 notamment l'article 1^{er} ;

Vu l'arrêté 540 a.g.f. du 2 juin 1939 ;

Vu la décision n° 228 a.g.f. du 1^{er} mars 1938 ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La décision n° 228 a.g.f. du 1^{er} mars 1938 chargeant M. Peirsegeale (Michel), chef d'atelier des travaux publics, de faire subir aux candidats l'examen réglementaire en vue de l'obtention du permis de conduire les véhicules automobiles, est rapportée.

Art. 2. — M.M. Alfonsi, Thirel, Frogier, Passard, agents des travaux publics, sont chargés des dites fonctions à compter du 1^{er} octobre 1940.

Art. 3. — Ces fonctionnaires auront droit à l'indemnité de 5 francs par permis de conduire prévue au tableau C annexé à l'arrêté n° 540 a.g.f. du 2 juin 1939.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 octobre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 861 c., portant désignation du président de la commission de répression de la hausse des prix.

(Du 18 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 août 1937 portant répression de toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies et le décret du 25 avril 1938 modifiant et complétant le précédent ;

Vu l'arrêté n° 692 a.g.f. du 12 juillet 1937 portant organisation d'une commission de la répression de la hausse des prix ;

Vu les nécessités du service,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. H. Lemonnier, administrateur de 3^e classe des colonies, est désigné pour présider les travaux de la commission de répression de la hausse des prix en remplacement de M. Mano.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 octobre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 870 c., portant désignation dans la magistrature.

(Du 23 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du gouvernement provisoire en date du 2 septembre 1940 ;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale ;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939, fixant la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre, étendu aux colonies par décret du 12 septembre 1939 ;

Vu l'arrêté n° 324 a.g.f. du 6 avril 1939, réglementant les détails d'application dans les Etablissements français de l'Océanie

des deux décrets et de l'arrêté ministériel (colonies) du 26 mai 1937 sur le logement et l'ameublement aux colonies, la domesticité et les frais divers et les moyens de transport mis à la disposition de certains fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 314 j., du 13 avril 1940, chargeant M. Ardant, des fonctions de procureur de la République, chef du service judiciaire ;

Vu la mobilisation de M. Ardant et son embarquement à destination de la Nouvelle-Calédonie le 21 octobre 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Sènesse, président du tribunal supérieur d'appel, est chargé des fonctions de procureur de la République, chef du service judiciaire, pour compter du jour de l'embarquement de M. Ardant.

Art. 2. — M. Sènesse aura droit, à compter de sa prise de fonctions, aux indemnités réglementaires.

Art. 3. — M. Drouhet, juge-suppléant, est chargé des fonctions de président du tribunal supérieur d'appel à compter de la même date.

Art. 4. — Avant d'entrer en fonctions, MM. Sènesse et Drouhet prêteront le serment prescrit par la loi.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 octobre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 881 c., fixant la composition d'une commission chargée d'étudier les questions économiques relatives aux exportations de coprah entreposé dans le port de Papeete et non exporté à ce jour.

(Du 24 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la lettre n° 237 du 9 octobre 1940 du président de la chambre de commerce de Papeete,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une commission composée de :

MM. le chef du service d'administration générale et des finances, l'administrateur des colonies chargé du service des affaires politiques et économiques,

le directeur de la banque de l'Indochine,

un représentant des commerçants non-exportateurs de coprah désigné par la chambre de commerce de Papeete,

un représentant des exportateurs de coprah désigné par la chambre de commerce de Papeete,

un représentant des agriculteurs désigné par la chambre d'agriculture de Papeete,

un secrétaire désigné par la chambre de commerce se réunira sous la présidence du chef du service d'administration générale et des finances et sur sa convocation pour étudier les questions économiques relatives aux exportations de coprah entreposé dans le port de Papeete et non exporté à ce jour.

Art. 2. — Un rapport sur les travaux de la commission susvisée sera adressé au Gouverneur lors de la clôture de ces travaux.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 octobre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 883 j., accordant dispense du consentement authentique de ses père et mère, aux fins de mariage, à M. Bourdon (Gilbert), marin d'Etat,

(Du 25 octobre 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 15 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ; plus spécialement l'art. 2 du décret du 28 juin 1877 ;

Vu la requête présentée par M. Bourdon (Gilbert), marin d'Etat, et tendant à obtenir dispense de la production du consentement authentique de ses père et mère habitant Fresnes (département du Nord), France, à l'effet de contracter mariage avec la demoiselle Simone Bernière ;

Vu les raisons invoquées par le requérant ; et l'avis favorable du Commandant de la Marine ;

Sur le rapport du chef du service judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance en date du 24 octobre 1940.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dispense du consentement authentique de ses père et mère, domiciliés à Fresnes (Nord) France, est accordée à M. Bourdon (Gilbert), marin d'Etat, à l'effet de contracter mariage avec Mademoiselle Simone Bernière.

Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 octobre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 884 c., nommant une commission à l'effet de procéder à l'examen des textes réglementaires concernant les allocations militaires.

(Du 25 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une commission composée de :

M.M. Sènesse, chargé des fonctions de procureur de la République et chef du service judiciaire,

Bigotte, juge de paix,

de Montluc, défenseur de la colonie,

président ;
membre ;

se réunira d'urgence sur la convocation de son président à l'effet de procéder à l'examen des textes réglementaires régissant les conditions d'attribution d'allocations aux familles des militaires sous les drapeaux remplissant, avant leur départ pour le service, les devoirs de soutien indispensable de famille.

M. Allain Gaston, commis de 2^e classe des services civils, sera adjoint à la commission en qualité de secrétaire.

Art. 2. — Les principaux textes connus de l'administration locale sont les suivants :

Article 24 de la loi de recrutement du 31 mars 1928, complété par la loi du 24 août 1931 ;

Décret-loi du 1^{er} septembre 1939 ;

Décret simple du 1^{er} septembre 1939 ;

Arrêté interministériel du 6 novembre 1939 ;

Circulaire ministérielle (santé publique) du 6 novembre 1939
(J.O.R.F. page 13196) ;

Arrêté local du 10 octobre 1939.

Art. 3. — La commission fera rechercher dans la partie "Débats parlementaires" du J.O.R.F. les réponses aux questions posées aux ministres et les débats en séance qui peuvent éclairer l'interprétation des textes réglementaires.

Art. 4. — La commission s'attachera particulièrement à préciser :

a) les droits des familles nécessiteuses des jeunes gens non dégagés d'obligations militaires et engagés volontaires pour la durée de la guerre ;

b) la composition, le rôle et les conditions de fonctionnement des commissions dont il semble nécessaire de prévoir la constitution dans la colonie.

Cette commission présentera d'urgence et au plus tard pour le 30 octobre 1940, outre un rapport détaillé de ses travaux, les projets d'arrêtés qu'elle estimera nécessaire de soumettre à l'approbation du gouverneur.

Art. 5. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 octobre 1940.

MANSARD.

ARRÊTÉ n° 839 a. g. f., rapportant celui n° 267 a. g. f., du 12 mars 1938, admettant d'office M. Lanteirès (Jean) instituteur hors classe du cadre local à faire valoir ses droits à pension.

(Du 26 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 267 a. g. f. du 12 mars 1938 admettant d'office M. Lanteirès (Jean), instituteur hors classe du cadre local à faire valoir ses droits à pension ;

Considérant qu'à l'époque M. Lanteirès (Jean), père de trois enfants à sa charge, se trouvait dans les conditions fixées par l'article 2 de l'arrêté n° 1449 a. g. f., du 28 décembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rapporté l'arrêté susvisé n° 267 a. g. f., du 12 mars 1938.

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 octobre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 890 c., révoquant l'agent de police de 2^e classe Coum Chin (Félix).

(Du 26 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1920 portant réorganisation du cadre local de la police et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 1913 établissant un régime disciplinaire commun à tous les cadres locaux ;

Vu la décision n° 856 c., du 16 octobre 1940 suspendant provisoirement de ses fonctions l'agent de police de 2^e classe Coum Chin (Félix) ;

Vu la décision n° 860 c., du 17 octobre 1940 déférant devant un conseil d'enquête l'agent de police de 2^e classe Coum Chin (Félix) ;

Vu le procès-verbal du 24 octobre 1940 de la séance tenue le même jour par le conseil d'enquête appelé à statuer sur les faits reprochés à l'agent de police de 2^e classe Coum Chin (Félix).

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'agent de police de 2^e classe Coum Chin (Félix) est révoqué de ses fonctions.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 octobre 1940.

MANSARD.

DÉCISION n° 891 a. g. f., ouvrant une souscription destinée aux besoins de la défense de la France libre.

(Du 28 octobre 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 530 c. du 15 juin 1940 instituant un comité d'action chargé dans la colonie de recueillir toutes souscriptions volontaires destinées aux besoins de la défense nationale,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La décision n° 530 c. du 15 juin 1940 est rapportée.

Art. 2. — Une souscription en faveur de la "France libre", destinée aux besoins de sa défense, est ouverte dans la colonie.

Art. 3. — Les dons en argent et les souscriptions volontaires seront acceptés par toutes les caisses publiques de la colonie.

Ces dons et ces souscriptions pourront être recueillis également par telles personnalités ou tels groupements que l'administration locale habilitera à cet effet, et qui auront l'obligation d'en verser le montant appuyé d'une liste nominative, à l'une des caisses publiques.

Art. 4. — Le produit de la souscription sera centralisé par la trésorerie de Papeete qui constatera le montant à un des comptes d'attente ouvert dans ses écritures h. b. du service local et ce jusqu'au moment où il sera possible d'en déterminer l'affectation définitive.

Art. 5. — Au 31 décembre 1940, le reliquat de la souscription ouverte par décision n° 530 c. du 15 juin 1940 recevra la même affectation que les dons en faveur de la France libre.

En conséquence, les personnes qui n'approuvent pas la destination ainsi donnée à leurs versements faits en vertu de ladite décision du 15 juin 1940 pourront présenter à la trésorerie de Papeete, et avant le 30 décembre, une demande de remboursement appuyée de la quittance à souche ou du récépissé qui leur aura été délivré.

Art. 6. — Le chef du service d'administration générale et des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 octobre 1940.

MANSARD.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET.

1. — Par décision n° 869 du 23 octobre 1940. — La démis-

sion de son emploi d'agent auxiliaire de 5^e catégorie offerte par M. Fareahu a Tirao est acceptée pour compter du 1^{er} septembre 1940.

* * *

ENSEIGNEMENT.

1. — Par décision n° 882 du 24 octobre 1940. — Madame Delage Lescarcelle, institutrice auxiliaire à l'école centrale est considérée comme démissionnaire de son emploi à compter du 19 octobre 1940.

Madame Delage Lescarcelle sera alignée en solde jusqu'au 18 octobre 1940.

ACTE MUNICIPAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° 33 portant une nouvelle espèce de poisson dans la catégorie « dangereux pour la consommation » et en interdisant la vente.

(Du 9 octobre 1940).

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAPEETE, (ILE TAHITI),

Vu les articles 32 et 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa et rendu applicable à la Commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890.

Vu la lettre du 8 octobre 1940 de l'inspecteur des denrées alimentaires de la ville de Papeete.

Vu le danger d'empoisonnement que présente la consommation de certaines espèces de poissons,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est formellement interdite dans la Commune de Papeete, la vente du poisson de roche appelé : **OIRI**.

Article 2. — Tout poisson de cette espèce mis en vente en contravention au présent arrêté sera immédiatement détruit ou enfoui par les soins des services municipaux.

Article 3. — Les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi.

Article 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Approuvé :

Le Gouverneur,
MANSARD.

Papeete, le 9 octobre 1940.

Le Maire,
G. BAMBRIDGE.

MAIRIE DE PAPEETE

(Publication prévue par l'article 23 du décret du 5 novembre 1936 sur la réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les Etablissements français de l'Océanie).

Extrait d'acte de cession amiable.

Suivant acte de vente passé devant Maître DUBOUCH, notaire à Papeete, le vingt et un octobre mil neuf cent quarante, enregistré à Papeete, île Tahiti, le vingt et un octobre mil neuf cent quarante, case cinq cent trente-trois, signé : FAUGERAT, M. Georges DROLLET, propriétaire, domicilié à Mataiea.

A cédé, à titre d'utilité publique à la commune de Papeete, ce qui a été régulièrement accepté par délibération du conseil municipal approuvée par le Gouverneur de la colonie.

Une parcelle de la terre " TEMATAROA ", sise à Papeete, Avenue BRUAT, frappée du plan d'alignement dont l'utilité publique a été déclarée par arrêté n° 524 a.g.f., du 30 mai 1936.

Cette cession a été consentie moyennant le prix de : Cinq mille francs (5.000 fr.).

Fait à Papeete, le 23 octobre 1940.

Le Maire,

G. BAMBRIDGE.

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1^{er} novembre 1940, sur une demande formulée par M. P. Mauri Ebb, demeurant à Vaitoare-Tahaa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de 12 volts, 300 watts dans sa maison d'habitation sise au district de Vaitoare, île de Tahaa (Iles Sous-le-Vent).

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 novembre 1940, à 17 heures.

M. le gendarme Schenk, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 23 octobre 1940.

Le Gouverneur,

MANSARD.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant quinze jours, à compter du 25 octobre 1940, sur une demande formulée par M. Pierre Heyman, demeurant à Punaauia, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un générateur électrique de la force de deux chevaux-vapeur sur la propriété de M. E. André, sise à Punaauia (9^{me} km).

L'enquête dont il s'agit sera close le 9 novembre 1940, à 17 heures.

M. J. Alphonsi, conducteur des travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 24 octobre 1940.

Le Gouverneur,

MANSARD.

AVIS

AUX CRÉANCIERS DE LA COLONIE.

Les créanciers de la colonie, domiciliés dans les Etablissements français de l'Océanie, sont informés que, par application du décret du 9 novembre 1935, seront prescrites et définitivement éteintes, au profit du service local, sans préjudice des déchéances spéciales prononcées par les lois et règlements ou consenties par des marchés ou conventions, toutes les créances remontant par leur origine à l'exercice 1937 qui n'auraient pas été acquittées avant le 1^{er} janvier 1941.

STATISTIQUE SANITAIRE

(Nomenclature Internationale)

3^e trimestre 1940

COMMUNE DE PAPEETE

NAISSANCES (114)

	Sexe masculin			Sexe féminin			Totaux			Pendant le trimestre
	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	
Colons français	2	»	4	»	4	»	2	4	4	4
Indigènes	8	4	7	8	8	11	16	12	18	46
Métis	7	6	3	3	3	12	12	9	15	38
Etrangers	2	3	8	6	4	8	8	4	16	28
Indiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Asiatiques	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaux	49	43	49	49	43	34	38	26	50	114

MARIAGES (21)

Juillet	6
Août	3
Septembre	10
Total	21

DÉCÈS (28)

a— Par groupes d'âges.	COLONS FRANÇAIS						MÉTIS						INDIGÈNES						ÉTRANGERS ET ASIATIQUES						TOTAUX			
	Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe		Pendant le trimestre	
	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	Juillet	Août	Sept.	masculin	féminin		
de 0 à 1 an.....	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	1	2	"	"	1	2	"	"	"	"	"	"	5	4	9
de 1 à 10 ans.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	4	"	4
de 10 à 25 ans.....	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	4	2	3
de 25 à 45 ans.....	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	4
de 45 à 65 ans.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	3	2	"	"	"	"	"	"	7	2	9
de 65 à n ans.....	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2
Totaux.....	1			1			4			3			7			6			6			"			18	10	28	

b) — Par causes :

Tuberculose	5
Tumeur maligne	1
Méningite spécifique	1
Cardio-pathie	2
Contusion	1

Misère physiologique	4
Pneumonie grippale	4
Mort-nés	6
Broncho-pneumonie	4
Débilité congénitale	4
Pleurésie purulente	1
Sénilité	4

Axphyxie par corps étranger	4
Intoxication alimentaire	1
Gastro-entérite	2
Insuffisance hépatique	2
Urémie	1
Affection cardiaque	1
Hémorragie ombilicale	1

Vu :

Le Chef du Service de Santé.

Dr PERRIN.

Le Chef du Service d'Hygiène,

Dr MILLE.